



**PRÉFET  
DE LA CÔTE-D'OR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°487 DU 6 MARS 2024  
PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES  
N° 1355 DU 8 SEPTEMBRE 2023  
INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
SARL PARC DE L'AUXOIS**

LE PRÉFET de la CÔTE-D'OR

**VU** le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 et son article R 413-12.

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

**VU** le décret du président de la République du 26 septembre 2022 portant nomination de M. Franck ROBINE en qualité de préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfet de Côte-d'Or ;

**VU** l'arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 août 1998 portant autorisation d'exploiter un parc pour la présentation au public d'animaux appartenant à la faune sauvage sur la commune d'Arnay-sous-Vitteaux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°1355 du 8 septembre 2023 portant modifications de l'arrêté préfectoral DSV n°56 du 26 août 1998 et fixant des prescriptions complémentaires ;

**VU** le porter à connaissance reçu le 6 décembre 2023, complété le 31 janvier et le 22 février 2024, de la société SARL Parc de l'Auxois, dont le siège social est Le Foulon 21350 Arnay-sous-Vitteaux, en vue de la création d'un enclos pour la présentation au public de marmottes des Alpes ;

**VU** le rapport du 1<sup>er</sup> mars 2024 de la direction départementale de la protection des populations, chargée de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 29 février 2024 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**VU** le courriel du 29 février 2024 du demandeur indiquant ne pas avoir de remarque sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées par la société SARL Parc de l'Auxois portent sur la création d'un enclos pour présenter des marmottes des Alpes ;

**CONSIDÉRANT** que les marmottes figurent sur la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée fixée par l'arrêté du 26 juin 1987 ;

**CONSIDÉRANT** que M. Sébastien MUTTER, responsable du parc de l'Auxois, dispose d'un certificat de capacité pour la présentation au public de toutes les espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;

**CONSIDÉRANT** que les marmottes ne figurent pas sur la liste des animaux autorisés à être présentés annexée à l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que pour pouvoir être présentés, ces animaux doivent être autorisés par arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que le projet n'induit aucun risque d'accidents et/ou de catastrophes majeurs et aucun risque pour la santé humaine;

**CONSIDÉRANT** que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Côte-d'Or ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 : Modifications**

La liste des animaux annexée à l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2023 est annulée et remplacée par la liste jointe en annexe du présent arrêté.

### **ARTICLE 2– Arrêté préfectoral d'autorisation du 26 août 1998 et arrêté du 8 septembre 2023**

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral d'ouverture DSV N°56 du 26 août 1998 et de l'arrêté n°1355 du 8 septembre 2023 ne sont pas modifiées.

### **ARTICLE 3 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#).

Le présent arrêté est notifié à la société SARL Parc de l'Auxois, dont le siège social est situé à Le Foulon 21350 Arnay-sous-Vitteaux.

### **ARTICLE 4 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le sous-préfet de l'arrondissement de Montbard, le directeur départemental de la protection des populations, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune d'Arnay-sous-Vitteaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Le Préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
Signé  
Johann MOUGENOT